

## **Pour une université démocratique !**

Antoine CHOLLET (Centre Walras-Pareto, Université de Lausanne)

Acidul, l'Association du corps intermédiaire et des doctorant-e-s de l'Université de Lausanne, a décidé ce printemps de convoquer ces « États généraux » suite à la manifestation organisée par le FNS pour ses 60 ans. Celle-ci a eu lieu en janvier de cette année et s'est, de notre point de vue, très mal passée. Alors qu'il s'agissait d'écouter les jeunes chercheuses·eurs sur la politique de la relève en Suisse, la discussion a été complètement verrouillée par les organisatrices·eurs, et nous a par conséquent poussés à débattre de ces questions en un autre lieu.

Nous avons réagi à cette manifestation en deux temps. Premièrement, nous avons envoyé une lettre (disponible [ici](#)) à toutes les instances concernées, à commencer par le FNS lui-même et les responsables politiques en charge du dossier de l'enseignement supérieur et de la recherche (les membres des commissions de l'Assemblée fédérale, en particulier, mais aussi les responsables de la politique universitaire au niveau cantonal). Deuxièmement, à l'intention de la communauté universitaire, nous avons décidé d'organiser ces États généraux de la recherche auxquels vous participez aujourd'hui.

Il s'agissait aussi pour nous d'étendre cette réflexion dans les autres universités de Suisse, ainsi que dans les HES. En outre, il nous paraissait tout à fait fondamental de ne pas nous limiter à une définition étroite des chercheuses·eurs, ce qui signifie intégrer d'une part la dimension de l'enseignement, et d'autre part le personnel administratif et technique des universités et des HES.

Pour pouvoir préparer au mieux ces États généraux, nous avons demandé à toutes les personnes intéressées de nous envoyer des « cahiers de doléances » (disponibles [ici](#)). Nous en avons reçu une trentaine, assez largement convergents bien qu'ils aient également fait apparaître certaines voix discordantes.

Cinq axes principaux peuvent être dégagés de ces cahiers :

1. **Précarité.** La précarisation de tous les personnels des universités, et en particulier des chercheuses·eurs en début de carrière, revient très fréquemment. Il s'agit d'une précarité à la fois pécuniaire (salaires, bourses ou indemnités trop basses) et temporelle (les contrats sont trop courts, pas renouvelables, il n'existe aucune sécurité de l'emploi). Cette précarité contraint nombre de chercheuses·eurs à consacrer une partie importante de leur temps à assurer un revenu qui est sans cesse menacé.
2. **Productivisme.** Tout le monde remarque que l'injonction est de publier le plus possible et parfois en écrivant à peu près n'importe quoi. Le

productivisme s'accompagne sur une mise en concurrence généralisée des personnels de la recherche dont les effets sont désastreux à plus d'un titre. En définitive, ces pratiques sont mortifères pour la recherche, en particulier parce qu'elle induit un degré élevé de conformisme et l'élimination de toute pensée originale ou hétérodoxe.

3. **Hiérarchie dans les universités.** L'université mandarinale d'hier n'a pas disparu pour être remplacée par un nouveau système qui garantirait l'égalité par la compétition généralisée. Dans une large mesure, on note plutôt qu'elle s'est renforcée avec la mise en place d'une université néolibérale, la concurrence avantageant toujours les plus fort·e·s, ainsi que celles et ceux qui ne contestent pas les rapports hiérarchiques eux-mêmes.
4. **Enseignement.** Il ne peut pas être séparé de la recherche, et les transformations de cette dernière l'affectent souvent très négativement. Le productivisme exacerbé, qui ne concerne que la recherche, réduit le temps consacré à l'enseignement alors que c'est ce dernier qui devrait être privilégié dans une conception de l'université comme service public.
5. Enfin, on voit apparaître en de nombreux endroits la nécessité de **redonner du sens à la recherche**, qui ne devrait plus avoir sa seule finalité en elle-même. Pourquoi, pour quoi et pour qui l'on fait de la recherche, voilà des questions qui ont disparu de l'université aujourd'hui ; la seule qui vaille absolument aujourd'hui est : *combien* on en fait.

Sans prétendre ressaisir l'ensemble des idées exprimées dans nos « cahiers de doléances », voici quelques-uns des principes ou valeurs qu'il est possible d'en faire ressortir et qui forment en même temps une sorte de description de l'université telle que nous la souhaiterions :

1. **Le temps.** Les chercheuses·eurs manquent de temps pour accomplir toutes leurs activités, ils ont besoin qu'on leur accorde une durée plus importante pour les mener à bien dans de bonnes conditions. On ne peut pas faire une thèse ou une recherche détaillée en seulement deux ou trois ans, il faut du temps et, même, de la lenteur. Faire de la recherche, c'est aussi, fondamentalement, prendre le risque de ne rien trouver, ou de ne pas trouver ce que l'on croyait chercher au départ. Les cadres actuels de financement et de valorisation de la recherche rendent cette prise de risque inimaginable, tout spécialement en début de carrière.
2. **La démocratie.** Elle doit se comprendre de plusieurs manières s'agissant des universités : démocratisation des études d'abord, qui doivent s'ouvrir à des publics aussi larges que possible, démocratisation du personnel de l'université ensuite, démocratisation des structures universitaires enfin, dans lesquelles le pouvoir ne doit plus être concentré dans les exécutifs et où les hiérarchies doivent progressivement s'estomper. Une université démocratique se distingue autant du mandarinat de naguère que de la compétition actuelle.

3. **Créativité, invention et pluralité dans les disciplines.** Plusieurs méthodologies, plusieurs approches ou définitions de la discipline doivent pouvoir coexister. Cette pluralité est très concrètement mise en danger par la concentration de l'argent dans les mains du FNS (en Suisse) ou de grandes agences de financement.
4. **Le collectif.** Il faut remplacer l'idée d'une recherche individuelle par le travail en commun, que ce soit dans un laboratoire un institut, une discipline, etc.
5. **Le salaire.** Contre la précarisation, il faut imposer la notion de salaire pour rémunérer l'enseignement et la recherche, y compris la recherche personnelle. Elle implique un contrat et un cahier des charges négocié, une stabilité, mais aussi des cotisations sociales, un 13<sup>e</sup> salaire, etc. D'autre part, le salaire est garanti par l'institution, ce n'est pas aux salarié·e·s de trouver de quoi le financer. Enfin, le salaire reconnaît aussi l'existence d'un véritable *métier* de chercheuse·eur.
6. **La confiance.** Elle s'oppose à la logique de défiance qui est au fondement des demandes de financement aussi bien que de toutes les évaluations qui se font au sein des universités. Les bureaucrates partent toujours du principe que les chercheuses·eurs ne font rien si on ne les contrôle pas. Au contraire de la confiance, le contrôle tue l'inventivité et récompense le conformisme.

Enfin, il faut avancer quelques considérations stratégiques pour terminer, puisque nous ne devons pas seulement réfléchir sur l'état de la recherche et des universités, mais également agir pour transformer cette situation.

1. Les constats énoncés dans les « cahiers de doléances » sont partagés par beaucoup de chercheuses·eurs dans la plupart des pays européens. Non seulement ne sommes-nous pas les seul·e·s à dresser ce tableau, mais le mécontentement est sans doute majoritaire.
2. Dans l'immédiat, il nous faut absolument imaginer des stratégies de résistances passives et actives pour que les réformes actuelles, qui vont dans la mauvaise direction, ne puissent se mettre en place qu'avec peine, et qu'il soit encore possible de faire un travail qui nous semble satisfaisant. Ces stratégies de résistance à court terme doivent s'accompagner d'un projet de transformation plus général des universités. À cette fin, il faut imaginer une autre organisation de l'université qui soit démocratique, critique, publique, ...
3. Il faut reconnaître qu'il y a des enthousiastes du système actuel et que ce sont eux qui font le plus de bruit aujourd'hui. Il faut apprendre à constituer des majorités utiles, ce qui est tout à fait imaginable sur de nombreux sujets. Enfin, il importe de lever la contradiction très fréquente entre l'opposition verbale et l'approbation pratique, qui conduit à des situations aberrantes. Cela signifie que nous devons aussi bien nous réapproprier les lieux de pouvoir dans lesquels nous siégeons au sein des

universités que siéger dans ceux qui nous sont encore interdits (s'agissant du corps intermédiaire, les directions d'université, les organes dirigeants du FNS, etc.).

4. Pour terminer, nous devons aussi mettre de côté l'idée que le monde universitaire suisse est privilégié et que nous ne pouvons légitimement rien demander. Qu'il s'agisse des inégalités salariales, du faible nombre de postes stabilisés ou du caractère extraordinairement élitiste des universités suisses, des progrès immenses peuvent encore être faits.

Ce qui rend la question à la fois passionnante et difficile, c'est que tous les problèmes évoqués à l'instant sont liés entre eux. Ils sont liés à la fois thématiquement (le productivisme ne peut se comprendre sans la précarisation du monde de la recherche, par exemple) et « territorialement » (les mêmes problèmes sont analogues en Suisse, en Allemagne ou en Angleterre).

Il est finalement un thème transversal qui peut être réintroduit dans tous les autres thèmes dont nous allons parler, et qui fonctionne bien souvent comme révélateur : les inégalités entre hommes et femmes.